



## Déclaration liminaire de la FSU Oise CSAD du 3 septembre



Monsieur l'IA-DASEN, mesdames et messieurs les membres de ce CSA départemental,

En cette rentrée 2024, le service public d'éducation est à bout de souffle : il n'y a, cette année comme depuis bien trop longtemps, pas un professeur devant chaque classe. La ministre démissionnaire assurait pourtant lors de sa conférence de presse de rentrée "Nous sommes tout proches de notre objectif de couverture de 100% des besoins en enseignants". Une fois encore, malheureusement, la FSU a montré que la promesse, symbole des échecs de la politique éducative d'Emmanuel Macron depuis 2017, n'est pas tenue.

Au 5 septembre, nationalement, il manquait au moins 1 professeur dans 56 % des collèges et des lycées, mais aussi bien d'autres personnels : enseignant-es remplaçant-es dans le 1er degré, membres des RASED, AESH, AED, infirmières, Psy-En, personnels administratifs... Le ministère de l'éducation nationale a même lancé son propre site de recrutement ! A ce stade, il est évident que les remplacements en cours d'année ne seront pas assurés et que les conditions d'apprentissage des élèves vont encore se dégrader. Salaires, conditions de travail, choc des savoirs, multiplication des évaluations nationales, groupes en collège, programmes en lycée, réforme de la voie pro, classes prépa-seconde, uniformes... Les sujets de grogne ne manquent pas. Les moyens engagés pour l'Ecole sont insuffisants. Et ce n'est pas avec les pactes, qui n'ont été utilisés que par 24% des collègues, que nous allons résorber ce malaise.

La revalorisation que l'ensemble des personnels du ministère attend et que la crise de recrutement rend impérative, dans toutes nos filières professionnelles, doit se concrétiser dans le budget 2025. Il faut rattraper les pertes cumulées du fait d'années de gel de la valeur du point d'indice, et restaurer sur le long terme l'attractivité de nos métiers, cela passe par exemple par l'augmentation du point d'indice, le relèvement du pied de grille indiciaire, la refonte des carrières, le retour du paritarisme contre l'arbitraire, l'instauration d'une grille de catégorie B revalorisée pour les AESH et les AED, l'harmonisation par le haut des grilles salariales des non-titulaires.

Le président Macron, cherchant à imposer contre la volonté générale le maintien du cap libéral et autoritaire, a nommé Michel Barnier premier ministre. Ce choix est une offense grave à la démocratie. Les perdant-es sont ainsi les gagnant-es ! En finissant 4ème de ce scrutin, Michel Barnier et son parti, adoués par l'extrême droite, accèdent à Matignon avec un programme bien loin des aspirations populaires légitimement exprimées lors des dernières législatives : pour le retour de l'ISF, contre la retraite à 64 ans ou en faveur d'une augmentation générale des salaires, en faveur de services publics à la hauteur des besoins de toutes et tous dans tous les territoires...

Loin de se satisfaire de ces exigences mais certaine qu'un espoir est nécessaire, la FSU s'était positionnée en faveur du vote pour le Nouveau front populaire. C'est historique. Car souvenons nous, l'extrême droite aurait pu gouverner le pays et un-e ministre du RN aurait pu se retrouver à la tête de notre ministère. Début juillet, cette perspective a été balayée, mais les aspirations à une société plus juste et solidaire, avec une École permettant à nos élèves de s'émanciper par le savoir et la culture, sont toujours là. Ces aspirations, si elles sont bafouées, ne peuvent qu'aboutir à l'accession de l'extrême droite au pouvoir aux prochaines échéances électorales.

Désormais, la mobilisation doit faire reculer les attaques libérales à venir, notamment contre les services publics, notamment contre l'Ecole, et permettre de gagner un changement de cap : la FSU est bien consciente que nous sommes à un point de bascule. C'est pourquoi la FSU appelle d'ores et déjà les personnels qu'elle représente à se mobiliser le 1er octobre prochain, dans l'unité syndicale, pour qu'enfin les urgences sociales, exprimées dans les mobilisations comme dans les urnes, soient entendues !